

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 30/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE Ciments SA**

2 avenue du Général de Gaulle  
92140 Clamart

Références : UD34/H4/2026-003  
Code AIOT : 0018300749

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement LAFARGE Ciments SA implanté Zone portuaire - Quai H darse n° 2 CS20032 34201 Sète. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE Ciments SA
- Zone portuaire - Quai H darse n° 2 CS20032 34201 Sète
- Code AIOT : 0018300749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lafarge Ciments est une filiale française à 100% du Groupe Lafarge Holcim. Cette entreprise exploite sur le territoire de la commune de Sète une usine de production de ciment par broyage de clinker avec des produits minéraux naturels. Le site emploie 20 salariés en équivalent temps plein. L'établissement relève de la directive IED pour le traitement de déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Registre des incidents des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
6	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 4.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 3.2 et 3.6	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maintenance des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
3	Contrôle des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 4.3	Sans objet
4	Contrôle de la concentration en poussières	Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 4.1	Sans objet
5	Contrôle du flux de poussières	Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 4.3	Sans objet
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 3.2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les installations de traitement de poussières sont performantes et correctement entretenues.

L'exploitant doit mettre en place un enregistrement des incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de traitement des poussières.

L'exploitant doit s'assurer que le paramètre DCO est analysé lors des contrôles des eaux pluviales.

Le nettoyage des installations doit être amélioré.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Maintenance des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
<b>Constats :</b>  Une réserve importante de manches de filtre a été vue lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Registre des incidents des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...  Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.  ...
<b>Constats :</b>  Les incidents qui ont entraîné l'arrêt des installations de traitement de l'air ne sont pas enregistrés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mettre en place un registre des incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de traitement ainsi que les causes et les remèdes apportés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Contrôle des émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...Des contrôles annuels sont effectués pour déterminer les concentrations et les flux de poussières des émissions atmosphériques sur les filtres à manches du broyeur et du séparateur selon les méthodes normalisées, quand il en existe, par un organisme extérieur agréé, ... Dès lors qu'une campagne de formulation intègre des cendres volantes, ces contrôles deviennent semestriels et sont réalisés conformément aux dispositions sus-visées. Un des contrôles semestriels sera obligatoirement réalisé lors d'une Campagne de formulation intégrant des cendres volantes...
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il n'intègre plus de cendres volantes dans les formulations depuis plusieurs années (~2020). Cependant, les mesures sont réalisées 2 fois par an par DEKRA. Les rapports de contrôles 2023,2024 et 2025 ont été consultés. Le deuxième rapport de 2025 est en cours de rédaction.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection le deuxième rapport de contrôle des émissions atmosphériques réalisé en 2025 dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Contrôle de la concentration en poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...Lors des campagnes de formulation intégrant des cendres volantes, la concentration en poussières des émissions canalisées doit être inférieure à 5 mg/Nm <sup>3</sup> en moyenne journalière. Hors campagne d'utilisation intégrant des cendres volantes, la concentration en poussières des émissions canalisées doit être inférieure à 10 mg/Nm <sup>3</sup> en moyenne journalière...
<b>Constats :</b>  La valeur maximale relevée dans les rapports de mesure semestriels de 2023, 2024 et 2025 est de 2,6 mg/Nm <sup>3</sup> c-à-d bien en dessous des 10 mg/Nm <sup>3</sup> autorisés pour les campagnes sans cendres volantes (et même en dessous de la valeur autorisée pour les campagnes avec cendres volantes). <small>Les mesures sont réalisées dans des conditions représentatives de l'activité (65 t/h).</small>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 5 : Contrôle du flux de poussières</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...La mesure en continu de la concentration en poussières des émissions gazeuses est réalisée lorsque le débit massique en poussière dépasse 5kg/h.
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise un évaluation en continu des émissions de poussières issues du broyeur et du séparateur à l'aide d'opacimètres. L'exploitant indique que la gamme de mesure des opacimètres est trop large et donc inadaptée aux faibles émissions. L'inspection estime que les opacimètres actuellement présents dans les installations ne peuvent être utilisés pour évaluer en continu des émissions de poussières mais il peuvent permettre de suivre les variations des émissions de poussières. Les rapports de contrôles semestriels consultés pour 2023,2024,2025 font apparaitre un débit maximal de 62 g/h soit bien en dessous du critère de déclenchement de la surveillance en continu (5kg/h). L'exploitant indique qu'un remplacement des opacimètres est envisagé dans les années qui viennent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 6 : Nettoyage</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  ...Les installations et leurs abords sont entretenus aussi souvent que nécessaire pour éviter les accumulations de poussières...
<b>Constats :</b>  Les voiries et les abords sont propres mais les installations de production sont relativement empoussiérées. Le nettoyage dans les étages demande de la manutention. L'exploitant a fait l'acquisition d'une centrale d'aspiration qui devrait permettre de limiter les manutentions lors du nettoyage et améliorer la qualité du nettoyage des installations de production.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit améliorer le nettoyage des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 3.2 et 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  3.2 ...les eaux pluviales tombant à l'intérieur du site sur les aires de stationnement et les voies de circulation doivent avant rejet dans le milieu naturel : - présenter les caractéristiques suivantes : - pH est compris entre 5,5 et 8,5 ... - MEST inférieures à 35 mg/L - DCO inférieure à 125 mg/L - HT inférieurs à 10 mg/L... ... 3.6 ...Un contrôle des rejets des eaux pluviales issues du séparateur d'hydrocarbures est réalisé selon une périodicité annuelle, Une traçabilité de cette opération est établie par l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées...
<b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle des eaux pluviales du 13/03/2025 réalisé par DEKRA met en évidence un pH de 9,2 supérieur à 8,5. Les autres paramètres sont conformes. Suite à ce contrôle l'exploitant a acidifié les effluents avant de les rejeter. L'inspection précise que le caractère basique des effluents peut être du au lessivage du clinker et du ciment. Il convient que l'exploitant mette tout œuvre afin d'éviter que les eaux pluviales soient en contact prolongé avec ces matériaux (nettoyage poussé des voiries, filtration, ...) avant d'utiliser des moyens de neutralisation chimique. Par ailleurs le rapport ne comporte pas la mesure de la DCO alors qu'il comporte la mesure d'autres paramètres non prescrits par l'arrêté préfectoral.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assure que les paramètres prescrits, a minima, dont la mesure de la DCO, sont bien analysés lors du prochain contrôle en 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2006, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateur
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]

<p>Les eaux pluviales tombant à l'intérieur du site sur les aires de stationnement et les voies de circulation doivent avant rejet dans le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- être traitées dans des ouvrages de décantation et séparation des hydrocarbures. Pour chacune de ces fonctions, ces ouvrages doivent être correctement dimensionnés et entretenus aussi souvent que nécessaire [...] ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les résidus du séparateur d'hydrocarbures sont traités conformément aux dispositions du présent arrêté relatives aux déchets spéciaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'un bassin de décantation et d'un séparateur d'hydrocarbures. Le dernier nettoyage du séparateur a été réalisé le 23/10/2025 et les déchets sont traités comme des déchets dangereux. Le bordereau de suivi de déchets dangereux a été vu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>